

RCS : DOUAI Code greffe : 5952

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DOUAI atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2006 B 50182 Numéro SIREN : 491 878 880 Nom ou dénomination : CAUDIS EXPLOITATION

Ce dépôt a été enregistré le 05/07/2019 sous le numéro de dépôt 2306

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
de Douai

66 rue Saint Julien - BP 829
59508 DOUAI CEDEX
Tél : 0 891 01 11 11 - Fax : 03 27 88 40 49
www.infogreffe.fr/www.greffe-tc-douai.fr

RECEPISSE DE DEPOT

AUDI JURIS

13 rue Niepce
75014 Paris 14

V/REF :

N/REF : 2006 B 50182 / 2019-B-2306

Le greffier du tribunal de commerce de Douai certifie qu'il a reçu le 01/07/2019,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/01/2019.

Concernant la société

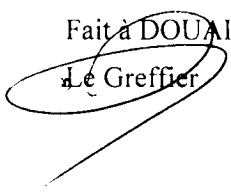
CAUDIS EXPLOITATION
Société par actions simplifiée
boulevard du 8 Mai 1945
59540 Caudry

Le dépôt consolidé a été enregistré sous le numéro 2019-B-2306 le 05/07/2019

R.C.S. DOUAI 491 878 880 (2006 B 50182)

Fait à DOUAI le 05/07/2019,

Le Greffier



- 5 JUIL. 2019

27/12/2019

CE 3 50152
13 9306

"CAUDIS EXPLOITATION"

Société par Actions Simplifiée au capital de €40.000
Siège Social : Boulevard du 8 Mai 1945
59540 CAUDRY

491 878 880 RCS DOUAI

RAPPORT DE GESTION DU COMITE DIRECTEUR SUR LES COMPTES CONSOLIDES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU LUNDI 17 JUIN 2019

Chers Associés,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à la loi et aux statuts, notamment afin de soumettre à votre approbation les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 janvier 2019.

Compte tenu de la position de notre Société à la tête d'un groupe et de son contrôle sur plusieurs entreprises, nous vous devons en effet, établir, conformément à l'article L.233-16 du Code de Commerce, des comptes consolidés.

La lecture du rapport de vos Co-Commissaires aux Comptes vous donnera toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes précisions et renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

I - PRESENTATION DU PERIMETRE DES COMPTES CONSOLIDES

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

- Société "CAUDIS EXPLOITATION",
- Société "CAUDRY DISTRIBUTION – CAUDIS", Société par Actions Simplifiée au capital de €160.000, dont le siège social est à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945,
- Société "CAUDIS EVASION" Société à Responsabilité Limitée au capital de €9.525, dont le siège social est fixé à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945,
- Société "SEA", Société à Responsabilité Limitée au capital de €7.622,45, dont le siège social est fixé à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945.

II – PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés ont été établis en conformité avec la réglementation comptable incorporant la 7^{ème} directive européenne, sous réserve des éventuelles dispositions particulières décrites dans l'annexe des comptes consolidés qui vous sont présentés.

III – ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2019

Au cours de l'exercice clos le 31 Janvier 2019, le Groupe a réalisé un Chiffre d'affaires net de €83.974.925.
Ses autres produits d'exploitation se sont élevés à €654.851 et ses produits financiers à €6.253.
Ses charges d'exploitation se sont élevées à €82.532.147 et ses charges financières à €1.229.738.

Il en résulte un résultat courant avant impôt de €874.144 lequel après incidence de produits exceptionnels pour €132.062, de charges exceptionnelles pour €218.827, d'un crédit d'impôt de (€135.793), de la dotation aux

amortissements des écarts acquisitions de €233.115, laisse apparaître un résultat d'ensemble consolidé de €690.057.

Le résultat du Groupe s'élève à €689.027 et le résultat hors Groupe à €1.030.

Nous vous précisons que la consolidation vise à présenter la situation financière et les résultats d'un groupe de sociétés comme si celles-ci ne formaient qu'une seule entité. Elle offre aux associés la possibilité d'évaluer la rentabilité de leur investissement et de mesurer l'opportunité et l'efficacité de la stratégie de développement.

Nous vous remercions de votre attention et nous espérons que ces précisions vous permettront d'adopter la résolution que nous allons vous soumettre.

LE COMITE DIRECTEUR

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

" CAUDIS EXPLOITATION "

Société par Actions Simplifiée au capital de €40.000
Siège Social : Boulevard du 8 Mai 1945
59540 CAUDRY

491 878 880 RCS DOUAI

COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2019

COPIE CERTIFIEE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'H' or 'F' shape with a vertical line extending downwards.

Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2019	31/01/2018
Ecart d'acquisition	11 433 345	11 666 460
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	383 590	200 784
Immobilisations corporelles	18 222 073	17 167 221
Immobilisations financières	1 831 257	1 694 048
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	20 436 920	19 062 053
Stocks et en-cours	6 330 709	5 762 296
Créances clients et comptes rattachés	1 913 758	1 309 791
Actifs d'impôts différés	449 444	241 291
Autres créances	1 341 314	1 472 917
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 155 537	808 409
Actif circulant	11 190 762	9 594 704
Comptes de régularisation	992 397	1 034 558
Total Actif	44 053 424	41 357 775
Passif	31/01/2019	31/01/2018
Capital social ou individuel	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	5 418 966	3 964 186
Résultat Groupe	689 027	1 772 617
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	6 147 993	5 776 803
Intérêts minoritaires	2 069	1 949
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	1 007 154	744 391
Emprunts et dettes financières	25 794 502	25 279 028
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 899 850	6 049 811
Dettes fiscales et sociales	2 175 382	2 609 366
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	958 238	199 802
Autres dettes	821 255	654 605
Dettes	36 649 227	34 792 612
Comptes de régularisation	246 981	42 020
Total Passif	44 053 424	41 357 775

AK

Compte de résultat consolidé

En €	31/01/2019	31/01/2018
Ventes de marchandises	77 225 740	75 464 162
Production vendue	6 749 185	6 367 539
Chiffre d'affaires	83 974 925	81 831 701
Production stockée		
Subventions d'exploitation	56 826	93 591
Reprises sur provisions	137 309	189 342
Autres produits	460 716	562 671
Produits d'exploitation	654 851	845 604
Achats et variations de stocks	64 128 960	62 547 588
Autres achats et charges externes	5 920 151	5 273 862
Impôts et taxes	1 421 280	1 489 146
Charges de personnel	8 821 210	8 245 083
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 740 315	1 715 707
Dotations aux provisions pour risques et charges	171 249	141 976
Autres provisions et charges d'exploitation	328 982	115 055
Charges d'exploitation	82 532 147	79 528 417
Résultat d'exploitation	2 097 629	3 148 888
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	6 253	10 006
Charges financières	1 229 738	847 191
Résultat financier	-1 223 485	-837 185
Résultat courant avant impôt	874 144	2 311 703
Produits exceptionnels	132 062	739 973
Charges exceptionnelles	218 827	722 746
Résultat exceptionnel	-86 765	17 227
Impôt sur le résultat	-135 793	322 142
Résultat des sociétés intégrées	923 172	2 006 788
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	233 115	233 115
Résultat d'ensemble consolidé	690 057	1 773 673
Résultat groupe	689 027	1 772 617
Résultat hors-groupe	1 030	1 056
Résultat par action	172	443
Résultat dilué par action	172	443

A2

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/01/2019, dont le total est de 44 053 424 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 690 057 euros.

L'exercice clos le 31/01/2019 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/01/2018 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les nouvelles règles comptables relatifs aux actifs ont été pratiquées sur les immobilisations desdites sociétés (règlement CRC n°2002-10 modifié par le CRC n°2003-07 et règlement CRC n°2004-06).

Ces nouvelles pratiques nous ont amenés à décomposer les constructions inscrites à l'actif des bilans desdites sociétés. Le barème de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières a été retenu pour définir les décompositions et les nouvelles durées d'amortissements des immobilisations concernées :

LOTS	%	DUREES
Structure	40 %	25 ans
Charpente	8 %	25 ans
Couverture	8 %	20 ans
Isolation, chauffage, climatisation, plomberie...	12 %	15 ans
Électricité	10 %	15 ans
Sprinklage	6 %	15 ans
Serrurerie	7 %	10 ans
Carrelage	5 %	15 ans
Peinture	3 %	10 ans
Autres agencements	1 %	7 ans

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les frais d'acquisition sur titres et sur terrain ont été activés.

Les immobilisations corporelles amortissables ont été inscrites à la valeur de remplacement à la clôture de l'exercice et les contreparties ont été affectées dans un compte d'écart de réévaluation ventilé en groupe et intérêts minoritaires (méthode optionnelle).

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

AR

STOCKS

Les stocks sont évalués au prix d'achat net net net (P3N : La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminué des ristournes sur factures, par avoir séparé, mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles, et des R.F.A. non conditionnelles, des prestations de services dits de coopération commerciale et autres avantages financiers, et des escomptes de règlements obtenus).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues, pour la SAS CAUDIS EXPLOITATION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.
- Taux de charges moyen appliqué : 32,97%

Les méthodes de calcul retenues, pour la SARL CAUDIS EVASION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3061 : agence de voyages et de tourisme.
- Taux de charges moyen appliqué : 41,36%

CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.



Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE :

Les sociétés sont comprises depuis le 01/02/2007 dans un périmètre d'intégration fiscale dont CAUDIS EXPLOITATION est la société mère.

La seconde conception définie par un avis de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a été choisie, notamment en ce qui concerne la répartition de l'impôt sur les sociétés.

Dans cette conception :

- Les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées (filiale et mère) comme en l'absence d'intégration fiscale. Cette charge est donc calculée sur leur résultat fiscal propre après imputation de tous leurs déficits antérieurs.
- Les économies d'impôts réalisées par le groupe liées aux déficits sont conservées chez la société mère.
- Les économies d'impôts réalisées non liées aux déficits (correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts des déficitaires) sont également conservées chez la société mère.

LOCATION GERANCE :

Depuis le 1^{er} février 2007, la société CAUDIS Distribution a donné en location-gérance, sous le bénéfice des dispositions des articles L.144-1 et suivants du Code de Commerce à la société CAUDIS EXPLOITATION son fonds de commerce.

REAMENAGEMENT DU CREDIT-BAIL IMMOBILIER :

Le crédit-bail immobilier d'origine a fait l'objet d'une suspension de redevances d'un an à compter du 01/04/2018 (1 195 757 € HT) reportée sur l'option d'achat.

RACHAT DU SWAP :

Le SWAP sur le crédit-bail immobilier d'origine a fait l'objet d'un rachat au 31/12/2018 en échange d'une soulte de 565 870 € comptabilisée dans le compte 612950.

Ce rachat a été financé par un emprunt de 585 000 €.

EXTENSION D'UNE GALERIE MARCHANDE :

Des travaux d'agrandissement sont en cours dans la galerie marchande.

L'investissement à ce jour est de 2 085 525 €, financé par emprunt.

COMPTABILISATION ET UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI :

Société CAUDIS EXPLOITATION :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 314 168 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018, dont 25 040 euros avaient été provisionnés en produit à recevoir au 31 janvier 2018.

Il a été constaté au 31 janvier 2019, un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 51 euros au titre de la quote-part des participations détenues dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés non soumis à l'impôt sur les sociétés.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 289 179 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2017 (337 274 €) a été utilisé en 2018 en totalité pour les investissements.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Société CAUDIS EVASION :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 5 945 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018, dont 419 euros avaient été provisionnés en produits à recevoir au 31 janvier 2018.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 5 526 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2017 (6 481 €) a été utilisé en totalité en 2018 en reconstitution du fonds de roulement.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Handwritten signature

Société SEA :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 2 989 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018 dont 263 euros avaient été provisionnés en produit à recevoir au 31 janvier 2018.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 2 726 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2017 (3 187 €) a été utilisé en totalité pour la reconstitution du fonds de roulement.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Société CAUDGUSTO :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 7 897 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 7 897 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

ABANDON DE CREANCES ET SUBVENTIONS :

Afin de venir en aide à une filiale en difficulté, il a été procédé aux subventions intra-groupes suivantes :

- Subvention d'équilibre 21 844 €

Versée par la S.A.S. CAUDIS Exploitation à la S.A.R.L. S.E.A. (détention 100%).

- Subvention d'équilibre 84 972 €

Versée par la S.A.S. CAUDIS Exploitation à la S.A.R.L. CAUDGUSTO (détention 100%).

Ces subventions ont été annulées dans les comptes consolidés.

Composition du groupe

La société mère :**SAS CAUDIS EXPLOITATION**

Centre commercial E.LECLERC – Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Holding financière détenant les titres de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION.

Exploitation d'un centre commercial sous l'enseigne E.LECLERC.

Un contrat de location gérance permet à la SAS CAUDIS Exploitation d'exploiter le fonds de commerce de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION.

Les sociétés filiales :**SAS CAUDIS DISTRIBUTION**

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Bailleur de fonds de commerce.

Détention : 99,87 %

SARL CAUDIS EVASION

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Agence de voyage.

Détention : 99,87 %

SARL SEA

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Commerce détail spécialités diverses.

Détention : 100 %

SARL CAUDGUSTO

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Restauration

Détention : 100 %



Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
CAUDIS Exploitation	100 %	100 %	Intégration globale
CAUDIS Distribution	99,87 %	99,87 %	Intégration globale
CAUDIS Évasion	100 %	99,87 %	Intégration globale
SEA	100 %	100 %	Intégration globale
CAUDGUSTO	100 %	100 %	Intégration globale

A

DÉPÔT AU
GREFFE

CAUDIS EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Boulevard du 8 mai 1945

59540 CAUDRY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 janvier 2019

VDB et Associés
15, avenue Paul Claudel
80480 DURY

Deloitte & Associés
19, rue Edouard Vaillant
37000 Tours

CAUDIS EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Boulevard du 8 mai 1945

59540 CAUDRY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 janvier 2019

A l'assemblée générale de la société CAUDIS EXPLOITATION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CAUDIS EXPLOITATION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les actifs incorporels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévue par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le

cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Dury et Tours, le 13 juin 2019

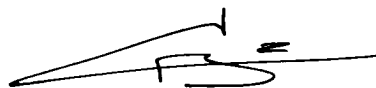
Les commissaires aux comptes

VDB et Associés

Deloitte & Associés

The image shows two handwritten signatures in black ink. The first signature on the left is for Rachid AISSAOUI, featuring a stylized 'R' and 'A'. The second signature on the right is for Aurélie DELMAS, featuring a stylized 'A' and 'D'.

Rachid AISSAOUI Aurélie DELMAS

The image shows a single handwritten signature in black ink for Bernard GROUSSIN, featuring a stylized 'B' and 'G'.

Bernard GROUSSIN

Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2019	31/01/2018
Ecart d'acquisition	11 433 345	11 666 460
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	383 590	200 784
Immobilisations corporelles	18 222 073	17 167 221
Immobilisations financières	1 831 257	1 694 048
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	20 436 920	19 062 053
Stocks et en-cours	6 330 709	5 762 296
Créances clients et comptes rattachés	1 913 758	1 309 791
Actifs d'impôts différés	449 444	241 291
Autres créances	1 341 314	1 472 917
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 155 537	808 409
Actif circulant	11 190 762	9 594 704
Comptes de régularisation	992 397	1 034 558
Total Actif	44 053 424	41 357 775
Passif	31/01/2019	31/01/2018
Capital social ou individuel	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	5 418 966	3 964 186
Résultat Groupe	689 027	1 772 617
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	6 147 993	5 776 803
Intérêts minoritaires	2 069	1 949
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	1 007 154	744 391
Emprunts et dettes financières	25 794 502	25 279 028
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 899 850	6 049 811
Dettes fiscales et sociales	2 175 382	2 609 366
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	958 238	199 802
Autres dettes	821 255	654 605
Dettes	36 649 227	34 792 612
Comptes de régularisation	246 981	42 020
Total Passif	44 053 424	41 357 775

Compte de résultat consolidé

En €	31/01/2019	31/01/2018
Ventes de marchandises	77 225 740	75 464 162
Production vendue	6 749 185	6 367 539
Chiffre d'affaires	83 974 925	81 831 701
Production stockée		
Subventions d'exploitation	56 826	93 591
Reprises sur provisions	137 309	189 342
Autres produits	460 716	562 671
Produits d'exploitation	654 851	845 604
Achats et variations de stocks	64 128 960	62 547 588
Autres achats et charges externes	5 920 151	5 273 862
Impôts et taxes	1 421 280	1 489 146
Charges de personnel	8 821 210	8 245 083
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 740 315	1 715 707
Dotations aux provisions pour risques et charges	171 249	141 976
Autres provisions et charges d'exploitation	328 982	115 055
Charges d'exploitation	82 532 147	79 528 417
Résultat d'exploitation	2 097 629	3 148 888
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	6 253	10 006
Charges financières	1 229 738	847 191
Résultat financier	-1 223 485	-837 185
Résultat courant avant impôt	874 144	2 311 703
Produits exceptionnels	132 062	739 973
Charges exceptionnelles	218 827	722 746
Résultat exceptionnel	-86 765	17 227
Impôt sur le résultat	-135 793	322 142
Résultat des sociétés intégrées	923 172	2 006 788
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	233 115	233 115
Résultat d'ensemble consolidé	690 057	1 773 673
Résultat groupe	689 027	1 772 617
Résultat hors-groupe	1 030	1 056
Résultat par action	172	443
Résultat dilué par action	172	443

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	40 000	2 652 252	1 463 736		4 154 185	1 803
Correction des A nouveaux		1			1	
Affectation en réserves		1 463 736	-1 463 736			
Distributions de dividendes		-150 910			-150 000	-910
Variation de capital						
Résultat N-1			1 773 673		1 772 617	1 056
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	40 000	3 965 079	1 773 673		5 776 803	1 949
Correction des A nouveaux		-115 143			-115 143	
Affectation en réserves		1 773 673	-1 773 673			
Distributions de dividendes		-200 910			-200 000	-910
Variation de capital		-1 694			-1 694	
Résultat N			690 057		689 027	1 030
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre		-1 000			-1 000	
Autres variations						
Capitaux propres N	40 000	5 420 005	690 057		6 147 993	2 069

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Rubriques	31/01/2019	31/01/2018
Résultat net consolidé	690 057	1 773 673
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	2 236 193	2 176 518
Variation des impôts différés	-150 583	109 470
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-622	-45 521
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	2 775 045	4 014 140
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	518 653	196 948
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 293 698	4 211 088
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-3 117 509	-1 650 320
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	2 166	642 580
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 115 343	-1 007 740
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-200 000	-150 000
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-910	-910
Dividendes en intragroupe		
Dont dividendes versés en intragroupe		
Dont dividendes reçus en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 995 922	847 376
Remboursements d'emprunts	-849 325	-3 619 464
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	945 687	-2 922 998
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie (A)	1 124 042	280 350
Trésorerie d'ouverture (B)	-4 439 865	-4 720 215
Trésorerie de clôture (C)	-3 315 823	-4 439 865
Ecart (A - (C - B))		

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/01/2019, dont le total est de 44 053 424 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 690 057 euros.

L'exercice clos le 31/01/2019 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/01/2018 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les nouvelles règles comptables relatifs aux actifs ont été pratiquées sur les immobilisations desdites sociétés (règlement CRC n°2002-10 modifié par le CRC n°2003-07 et règlement CRC n°2004-06).

Ces nouvelles pratiques nous ont amenés à décomposer les constructions inscrites à l'actif des bilans desdites sociétés. Le barème de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières a été retenu pour définir les décompositions et les nouvelles durées d'amortissements des immobilisations concernées :

LOTS	%	DUREES
Structure	40 %	25 ans
Charpente	8 %	25 ans
Couverture	8 %	20 ans
Isolation, chauffage, climatisation, plomberie...	12 %	15 ans
Électricité	10 %	15 ans
Sprinklage	6 %	15 ans
Serrurerie	7 %	10 ans
Carrelage	5 %	15 ans
Peinture	3 %	10 ans
Autres agencements	1 %	7 ans

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les frais d'acquisition sur titres et sur terrain ont été activés.

Les immobilisations corporelles amortissables ont été inscrites à la valeur de remplacement à la clôture de l'exercice et les contreparties ont été affectées dans un compte d'écart de réévaluation ventilé en groupe et intérêts minoritaires (méthode optionnelle).

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au prix d'achat net net net (P3N : La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminué des ristournes sur factures, par avoir séparé, mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles, et des R.F.A. non conditionnelles, des prestations de services dits de coopération commerciale et autres avantages financiers, et des escomptes de règlements obtenus).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues, pour la SAS CAUDIS EXPLOITATION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.
- Taux de charges moyen appliqué : 32,97%

Les méthodes de calcul retenues, pour la SARL CAUDIS EVASION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3061 : agence de voyages et de tourisme.
- Taux de charges moyen appliqué : 41,36%

CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- o Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- o Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE :

Les sociétés sont comprises depuis le 01/02/2007 dans un périmètre d'intégration fiscale dont CAUDIS EXPLOITATION est la société mère.

La seconde conception définie par un avis de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a été choisie, notamment en ce qui concerne la répartition de l'impôt sur les sociétés.

Dans cette conception :

- Les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées (filiale et mère) comme en l'absence d'intégration fiscale. Cette charge est donc calculée sur leur résultat fiscal propre après imputation de tous leurs déficits antérieurs.
- Les économies d'impôts réalisées par le groupe liées aux déficits sont conservées chez la société mère.
- Les économies d'impôts réalisées non liées aux déficits (correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts des déficitaires) sont également conservées chez la société mère.

LOCATION GERANCE :

Depuis le 1^{er} février 2007, la société CAUDIS Distribution a donné en location-gérance, sous le bénéfice des dispositions des articles L.144-1 et suivants du Code de Commerce à la société CAUDIS EXPLOITATION son fonds de commerce.

REAMENAGEMENT DU CREDIT-BAIL IMMOBILIER :

Le crédit-bail immobilier d'origine a fait l'objet d'une suspension de redevances d'un an à compter du 01/04/2018 (1 195 757 € HT) reportée sur l'option d'achat.

RACHAT DU SWAP :

Le SWAP sur le crédit-bail immobilier d'origine a fait l'objet d'un rachat au 31/12/2018 en échange d'une soulte de 565 870 € comptabilisée dans le compte 612950.

Ce rachat a été financé par un emprunt de 585 000 €.

EXTENSION D'UNE GALERIE MARCHANDE :

Des travaux d'agrandissement sont en cours dans la galerie marchande.

L'investissement à ce jour est de 2 085 525 €, financé par emprunt.

COMPTABILISATION ET UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI :Société CAUDIS EXPLOITATION :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 314 168 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018, dont 25 040 euros avaient été provisionnés en produit à recevoir au 31 janvier 2018.

Il a été constaté au 31 janvier 2019, un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 51 euros au titre de la quote-part des participations détenues dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés non soumis à l'impôt sur les sociétés.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 289 179 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2017 (337 274 €) a été utilisé en 2018 en totalité pour les investissements.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Société CAUDIS EVASION :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 5 945 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018, dont 419 euros avaient été provisionnés en produits à recevoir au 31 janvier 2018.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 5 526 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2017 (6 481 €) a été utilisé en totalité en 2018 en reconstitution du fonds de roulement.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Société SEA :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 2 989 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018 dont 263 euros avaient été provisionnés en produit à recevoir au 31 janvier 2018.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 2 726 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2017 (3 187 €) a été utilisé en totalité pour la reconstitution du fonds de roulement.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Société CAUDGUSTO :

Il a été constaté au 31 janvier 2019 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 7 897 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2018.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 7 897 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

ABANDON DE CREANCES ET SUBVENTIONS :

Afin de venir en aide à une filiale en difficulté, il a été procédé aux subventions intra-groupes suivantes :

- Subvention d'équilibre 21 844 €

Versée par la S.A.S. CAUDIS Exploitation à la S.A.R.L. S.E.A. (détention 100%).

- Subvention d'équilibre 84 972 €

Versée par la S.A.S. CAUDIS Exploitation à la S.A.R.L. CAUDGUSTO (détention 100%).

Ces subventions ont été annulées dans les comptes consolidés.

Composition du groupe

La société mère :

SAS CAUDIS EXPLOITATION

Centre commercial E.LECLERC – Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Holding financière détenant les titres de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION.

Exploitation d'un centre commercial sous l'enseigne E.LECLERC.

Un contrat de location gérance permet à la SAS CAUDIS Exploitation d'exploiter le fonds de commerce de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION.

Les sociétés filiales :

SAS CAUDIS DISTRIBUTION

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Bailleur de fonds de commerce.

Détention : 99,87 %

SARL CAUDIS EVASION

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Agence de voyage.

Détention : 99,87 %

SARL SEA

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Commerce détail spécialités diverses.

Détention : 100 %

SARL CAUDGUSTO

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

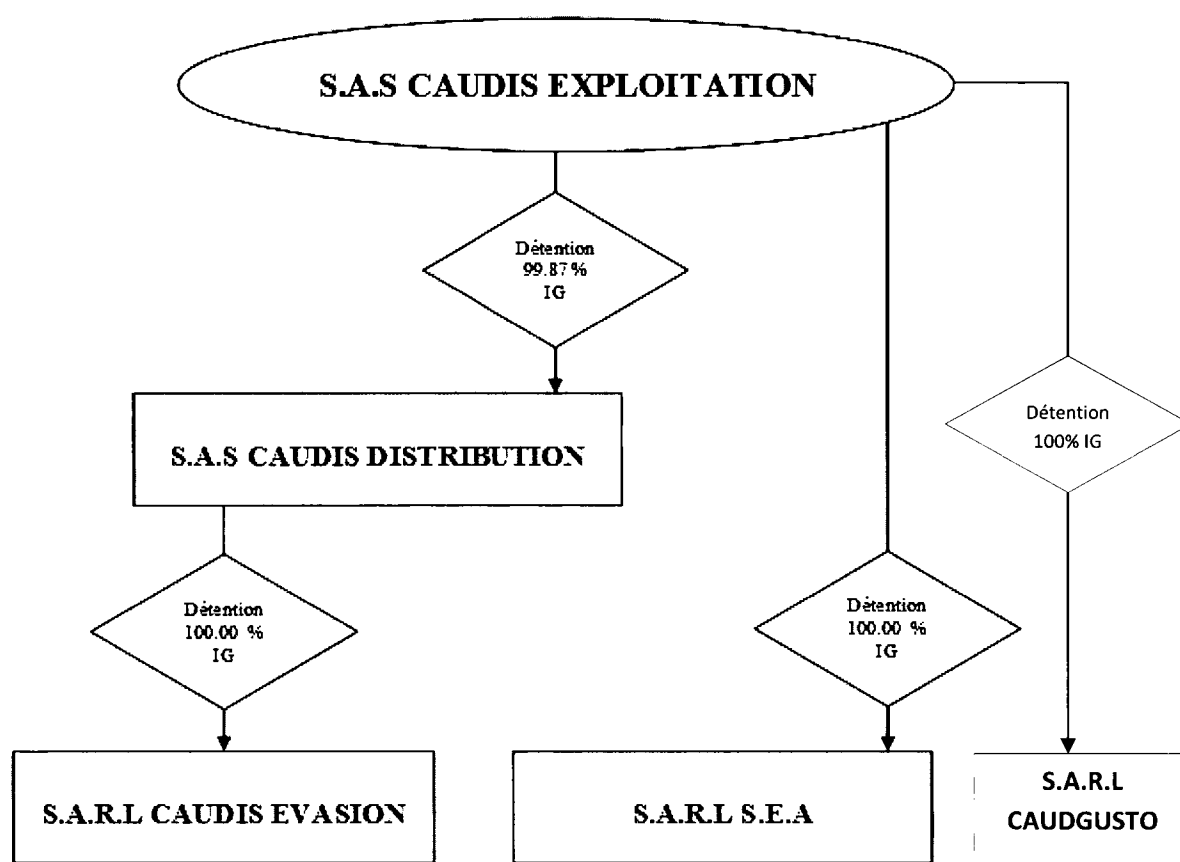
Activité : Restauration

Détention : 100 %

Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
CAUDIS Exploitation	100 %	100 %	Intégration globale
CAUDIS Distribution	99,87 %	99,87 %	Intégration globale
CAUDIS Évasion	100 %	99,87 %	Intégration globale
SEA	100 %	100 %	Intégration globale
CAUDGUSTO	100 %	100 %	Intégration globale

Organigramme du groupe



IG : Intégration Globale
IP : Intégration Proportionnelle
ME : Mise en équivalence
NC : Non consolidée

Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/01/2019

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- CAUDIS DISTRIBUTION	3 834	1 337	
- CAUDIS EVASION	743	782	3
- CAUDIS EXPLOITATION	37 350	82 813	219
- CAUDGUSTO	332	264	10
- SEA	53	160	2
TOTAL	42 312	85 356	234

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/01/2008.

Les sociétés du groupe clôturent au 31/01/2019.

Information sur la consolidation

Afin que le lecteur puisse avoir un jugement avisé sur les comptes, les informations suivantes sont portées à sa connaissance.

ECARTS D'ACQUISITION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Lorsque le prix d'acquisition d'une entreprise diffère de la quote-part des capitaux propres correspondant, l'écart de première consolidation est analysé et ventilé dans les postes du bilan appropriés. La partie non ventilée est reprise en écart d'acquisition s'il est positif et en provision sur acquisition de titres s'il est négatif.

Titres CAUDIS DISTRIBUTION détenus par CAUDIS EXPLOITATION :

Un premier écart acquisition a été calculé sur l'achat au 27/10/2006 de 9 987 actions S.A.S CAUDIS DISTRIBUTION par la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION. Cet écart positif a été évalué à 3 496 732 € après imputation des plus-values identifiées sur l'immobilier et le fonds de commerce.

Il est comptabilisé à l'actif du bilan consolidé et amorti sur 15 ans, durée de remboursement de l'emprunt souscrit pour l'achat des titres. Le groupe a choisi de conserver les durées d'utilisation de ses écarts d'acquisition antérieurement déterminés et inscrits au bilan consolidé, conformément à l'article 18 du règlement n°2015-07.

L'amortissement de cet écart s'élève à 2 859 337 € au 31/01/2019.

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement CRC 99-02 (ANC 2015-07), l'écart d'évaluation du fonds de commerce est comptabilisé en écart d'acquisition pour 10 810 000 € (intérêts minoritaires de 14 053 €).

Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée, n'est ni amorti, ni déprécié, et doit faire fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Le test de dépréciation que nous avons pratiqué repose sur les critères et méthodes utilisés dans les transactions ou apports de magasins de même enseigne à savoir essentiellement le chiffre d'affaires. Il n'emporte pas de constatation de perte de valeur.

Titres CAUDIS EVASION détenus par CAUDIS DISTRIBUTION :

Le deuxième écart d'acquisition concerne la création au 28/09/2001 de 45 parts S.A.R.L CAUDIS EVASION. Ces parts correspondent à l'augmentation de capital destinée à apurer les pertes de la société. Elles ont été souscrites par la S.A.S CAUDIS DISTRIBUTION et ont généré un écart positif de 73 120 €. Cet écart a été constaté à l'actif du bilan consolidé et amorti sur 5 ans.

Ce deuxième écart est donc totalement amorti au 31/01/2019 pour 73 120 €.

Un troisième écart d'acquisition a été calculé sur la création au 11/05/2005 de 90 parts S.A.R.L CAUDIS EVASION. Ces parts traduisent une nouvelle augmentation de capital visant à apurer les déficits de la société. Elles ont été souscrites par la S.A.S CAUDIS DISTRIBUTION et ont entraîné un écart d'acquisition positif de 14 627 € comptabilisé à l'actif du bilan consolidé et amorti sur 5 ans.

L'amortissement en question se chiffre à 14 627 € au 31/01/2019 et est donc totalement amorti.

Titres S.E.A détenus par CAUDIS EXPLOITATION :

Le quatrième et dernier écart d'acquisition concerne l'achat de 475 parts S.A.R.L S.E.A. par la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION. Il s'élève à -11 326 € après imputation de la plus-value sur fonds de commerce et se concrétise par une provision pour acquisition de titres au passif du bilan consolidé. Cette provision est reprise sur une durée de 5 ans (conformément à la proposition de la nouvelle directive comptable européenne du 25 octobre 2011).

Elle est donc totalement reprise au 31/01/2019.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Fonds de commerce de station de lavage pour 40 000 € à l'actif de CAUDIS Exploitation,
- Poissonnerie pour 91 470 € à l'actif de la société CAUDIS Distribution,

Ces fonds de commerce ne sont pas amortis. L'avis de la CNCC (*bulletin 126 de juin 2002*) précise que « dans les comptes consolidés depuis l'entrée en vigueur du *règlement 99-02 du CRC*, le fonds de commerce acquis est représentatif d'un bien incorporel identifiable (part de marché) qui doit être amorti si sa valeur s'amointrit du fait du temps ou de l'usage ».

La Commission des études comptables a rappelé que les modalités retenues à savoir amortissement ou non devraient être appliquées de façon homogène entre les comptes annuels et les comptes consolidés. Elle a également rappelé les règles générales applicables à l'évaluation des éléments d'actifs selon lesquelles, lors de l'arrêté des comptes, il doit être procédé à la constitution d'une provision si la valeur actuelle du bien est notablement inférieure à sa valeur comptable. (*Bulletin CNCC n°112 de décembre 1998*)

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

LES ECRITURES DE RETRAITEMENT ET D'ELIMINATION.

Retraitement des contrats de crédit-bail immobilier :

Des redevances de crédit-bail immobilier figurent pour 1 525 471 € dans les comptes de la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION au 31/01/2019. Ces redevances ont été retraitées dans les comptes consolidés : elles ont été affectées au remboursement d'un emprunt de 20 700 000 € souscrit pour financer un ensemble immobilier ainsi qu'un agrandissement. La valeur du terrain s'élève à 2 124 310 € et celle de la construction à 18 575 690 €.

Au 31/01/2019, le capital restant dû se monte à 11 204 005 € et la construction est amortie à hauteur de 10 260 213 € suivant la méthode des composants.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels de la société CAUDIS Exploitation, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total au 31/01/2019 étant estimé à 520 589 €, une dotation est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose ainsi :

A - Droits (charges comprises) au 31/01/2018 :	461 393 €
B - Droits (charges comprises) au 31/01/2019 :	520 589 €
Dotation au 31/01/2019 : (B – A)	59 196 €

Dans les comptes individuels de la société CAUDIS Évasion, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total au 31/01/2019 étant estimé à 21 420 €, une dotation est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose ainsi :

A - Droits (charges comprises) au 31/01/2018 :	18 592 €
B - Droits (charges comprises) au 31/01/2019 :	21 420 €
Dotation au 31/01/2019 : (B – A)	2 828 €

ELIMINATION DES DIVIDENDES INTRA-GROUPE

Les dividendes reçus par la SAS CAUDIS EXPLOITATION de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION s'élèvent à 699 090 €. Ils ont été éliminés du résultat en contrepartie des réserves.

DEFICITS FISCAUX ET ACTIFS D'IMPOTS

Les déficits fiscaux disponibles chez la S.A.R.L S.E.A n'étant à ce jour pas certains d'être imputés, il n'a pas été constaté d'actif d'impôt différé.

TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES :

S.A.S.U. TD JEAN'S :

La S.A.S. CAUDIS Exploitation a acquis le 29/12/2017, 40 parts de la société S.A.S.U. TD JEAN'S pour 2 240 €, soit 40%.

Compte tenu l'absence d'éléments significatifs dans ses comptes et du faible niveau d'activité de la société TD JEAN'S, puis en prenant en compte les contraintes de délai de production et de coût, il n'a pas été jugé comme concourant à l'amélioration de la qualité de l'information comptable de l'intégrer dans le périmètre de la consolidation dès cette année. Cette société ne sera donc intégrée que l'exercice suivant.

Toutefois, il est nécessaire de préciser que la S.A.S. CAUDIS Exploitation a effectué une avance financière de 129 019,73 € à la S.A.S.U. TD JEAN'S.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 33,333 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminées (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Société	Numéro compte	Libellé	Solde		CAUDEXPL	CAUDDIST	CAUDEVAS	SEA	CAUDGUSTO
					CAUDIS Expl	CAUDIS Dist	CAUDIS Evasion	SEA	CAUDGUSTO
CAUDEXPL	451000	Cpte crt caudis evasion	-432 083	dt			-432 083		
CAUDEXPL	451100	Cpte crt caudis evasion - is	-6 681	dt			-6 681		
CAUDEXPL	451300	Cpte crt caudis	-498 358	dt		-498 358			
CAUDEXPL	451310	Cpte crt caudis - is	-42 172	dt		-42 172			
CAUDEXPL	451400	Cpte crt sea - is	-2 989	dt				-2 989	
CAUDEXPL	451410	Cpte crt sea	19 868	dt				19 868	
CAUDEXPL	451860	Gripe intérêts courus à payer	-3 707	dt		-3 707			
CAUDEXPL	451870	Gripe intérêts courus à rec.	576	dt				576	
CAUDEXPL	411702	Clit caudis evasion	1 041	dt			1 041		
CAUDEXPL	613201	Loc drive cambrai	164 283	dt		164 283			
CAUDEXPL	613203	Loc drive proville par caudis	35 000	dt		35 000			
CAUDEXPL	613680	Loc gerance	1 120 000	dt		1 120 000			
CAUDEXPL	661520	Intérêts c/c ass. caudis dist.	-3 707	dt		3 707			
CAUDEXPL	661521	Intérêts c/c ass. caudis evas.	-5 598	dt			5 598		
CAUDEXPL	708330	Location galeries marchandes	-6 418	dt			-6 418		
CAUDEXPL	708410	Prestations administ. facturée	-2 400	dt				-2 400	
CAUDEXPL	708850	Refacturation ch.localives (tit	-1 945	dt			-1 945		
CAUDEXPL	763623	Pdt int. c/c ass. sea	-576	dt				-576	
CAUDEXPL	451500	Cpte crt caudgusto	8 233	dt					8 233
CAUDEXPL	451510	Cpte crt caudgusto is	-7 897	dt					-7 897
CAUDEXPL	763624	Pdt int. c/c ass. caudgusto	-1 292	dt					-1 292
CAUDEXPL	411100	Clts différents	3 506	dt					3 506
CAUDEXPL	411410	Clts - location galerie	1 805	dt					1 805
CAUDEXPL	707002	Ventes march tic 5.5%	-23 321	dt					-23 321
CAUDEXPL	707902	Tva brute 5.5%	1 216	dt					1 216
CAUDEXPL	707006	Ventes tic hors carb. fuel 20.	-9 572	dt					-9 572
CAUDEXPL	707906	Tva brute hors carb. fuel 20.0	1 585	dt					1 585
CAUDEXPL	664000	Pertes s/orbanc.ratit.particip.		dt				21 844.00	
CAUDEXPL	451860	Gripe intérêts courus à payer		dt			-5 598.00		
CAUDEXPL	451870	Gripe intérêts courus à rec.		dt					1 292
CAUDEXPL	708330	Location galeries marchandes		dt				-14 188.84	
CAUDEXPL	708330	Location galeries marchandes		dt					-4 568
CAUDEXPL	664000	Pertes s/orbanc.ratit.particip.		dt					84 972
CAUDEXPL	708850	Refacturation ch.localives (tit		dt				-2 461.93	
CAUDEXPL	708850	Refacturation ch.localives (tit		dt					-418
	451000	Gripe - c/c caudis evasion		dt			-193 454		
	451200	Gripe - c/c caudis exploit		dt	498 358				
	451210	Gripe - c/c caudis exploit is		dt	42 172				
	451860	Gripe - intérêts courus à payer		dt			-3 278		
	451870	Ass int cpte crt à recevoir		dt	3 707				
	661521	Intérêts c/c caudis evasion		dt			3 278		
	708320	Loyer drive cambrai		dt	-164 283				
	708325	Loyer drive proville		dt	-35 000				
	708380	Redev location gerance		dt	-1 120 000				
	763820	Pdt cpte courant caudis expl		dt	-3 707				

CAUDEVAS	451000	Gipe - c/c caudis dist.	193 454	ct		193 454			
CAUDEVAS	451100	Gipe - c/c caudis expl. QP IS	6 681	dt	6 681				
CAUDEVAS	451110	Gipe - c/c caudis expl.	432 063	ct	432 063				
CAUDEVAS	451870	Gipe - int c/c ass. à recev.	5 598	dt	5 598				
CAUDEVAS	613200	Loc agence	6 418	dt	6 418				
CAUDEVAS	614000	Charges locatives	1 945	dt	1 945				
CAUDEVAS	763000	Revenus des autres créances	-3 278	ct	-3 278				
CAUDEVAS	401702	Fourn. caudis exploitation	-1 041	ct	-1 041				
CAUDEVAS	763820	Pdt s/c/c caudis exploitation	-5 598	ct	-5 598				
CAUDEVAS	451870	Gipe - int c/c ass. à recev.	3 278	dt	3 278				
SEA	451100	Gipe - c/c caudis expl. QP IS	2 989	dt	2 989				
SEA	451410	Gipe - c/c caudis expl.	-19 898	ct	-19 898				
SEA	451860	Gipe - int c/c ass. à payer	-576	ct	-576				
SEA	613200	Location boutique galerie	14 189	dt	14 189				
SEA	621410	Prestations administratives	2 400	dt	2 400				
SEA	661522	Int cc caudis exploitation	576	dt	576				
SEA	614000	Ch. locatives et copropriétés	2 461,93	dt	2 461,93				
SEA	771800	AUTRES PROD EXCEP S/OP GESTI	-21 844,00	ct	-21 844,00				
CAUDGUSTO	401100	FOURN ACH CPTA AUX	-3 456	ct	-3 456				
CAUDGUSTO	401200	Fourn. frais généraux	-1 855	ct	-1 855				
CAUDGUSTO	451500	CC CAUDIS EXPLOITATION	-8 233	ct	-8 233				
CAUDGUSTO	451510	Gipe int caudis exploit is	7 887	dt	7 887				
CAUDGUSTO	451860	INT CC A PAYER	-1 292	ct	-1 292				
CAUDGUSTO	661520	INT CC PERSONNE MORALE	1 292	dt	1 292				
CAUDGUSTO	601200	ACHT MP DIRECTS 5.5	17 902	dt	17 902				
CAUDGUSTO	601600	ACHT MP DIRECTS 20%	189	dt	189				
CAUDGUSTO	606430	FOURNITURES CAISSE	74	dt	74				
CAUDGUSTO	606440	FOURNITURES MAGASIN	1 848	dt	1 848				
CAUDGUSTO	606850	VETEMENTS DE TRAVAIL	45	dt	45				
CAUDGUSTO	607200	ACHT MSES DIRECTS 5.5%	4 203	dt	4 203				
CAUDGUSTO	607600	ACHT MSES DIRECTS 20%	5 114	dt	5 114				
CAUDGUSTO	613200	LOCATIONS IMMOBILIERES	4 599	dt	4 599				
CAUDGUSTO	614000	CHARGES LOCAT & DE COPROPRI	418	dt	418				
CAUDGUSTO	623400	GADEAUX A LA CUENTELE	702	dt	702				
CAUDGUSTO	625710	RECEPTIONS	5	dt	5				
CAUDGUSTO	771800	Autres Prod.Except./Op.Gest.	-84 972	ct	-84 972				

Se positionner au-dessus de cette ligne pour insérer de nouvelles lignes

-0 -407 890 972 206 -639 539 19 702 55 521
-0

	CAUDIS Expl	CAUDIS Dist	CAUDIS Evasion	SEA	CAUDGUSTO
CAUDIS Expl		778 752	-446 086	19 702	55 521
CAUDIS Dist	-778 752		-193 454	-	-
CAUDIS Evasion	446 086	193 454		-	-
SEA	-19 702	-	-		-
CAUDGUSTO	-55 521	-	-	-	

Ecart d'acquisition positif

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
CAUDIS EXPLOITATION	CAUDIS DISTRIBUTION	3 496 732		3 496 732	2 626 219	233 115	2 859 334
CAUDIS EXPLOITATION	CAUDIS DISTRIBUTION	10 795 947		10 795 947	-	-	-
CAUDIS DISTRIBUTION	CAUDIS ÉVASION	73 120		73 120	73 120	-	73 120
CAUDIS DISTRIBUTION	CAUDIS ÉVASION	14 627		14 627	14 627	-	14 627
		14 380 426		14 380 426	2 713 966	233 115	2 947 081

Ecart d'acquisition négatif

Entreprise Détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute Début	Mouvement de l'exercice	Valeur Brute fin	Reprise antérieure	Reprise	Solde
CAUDIS EXPLOITATION	SEA	11 326	-	11 326	11 326	-	0
		11 326	-	11 326	11 326	-	0

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	14 380 426					14 380 426
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	295 229	7 906	560			302 575
Fonds commercial	131 470	178 800				310 270
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	6 317	12 335				18 652
Immobilisations Incorporelles brutes	433 016	199 041	560			631 497

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	2 713 966	233 115				2 947 081
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	232 232	16 235	560			247 907
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	232 232	16 235	560			247 907

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	11 666 460	-233 115				11 433 345
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	62 997	-8 329				54 668
Fonds commercial	131 470	178 800				310 270
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	6 317	12 335				18 652
Valeurs nettes	200 784	182 806				383 590

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	2 834 310					2 834 310
Constructions	23 996 663	222 412				24 219 075
Installations techniques, matériel, outillage	4 004 031	132 506	143 749			3 992 788
Autres immobilisations corporelles	1 912 400	151 677	23 452			2 040 625
Immobilisations en cours	25 000	2 120 036				2 145 036
Avances et acomptes		153 840				153 840
Valeurs brutes	32 772 404	2 780 471	167 201			35 385 674

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions	11 305 621	1 351 190				12 656 811
Installations techniques, matériel, outillage	3 229 459	202 343	142 210			3 289 592
Autres immobilisations corporelles	1 070 103	170 547	23 452			1 217 198
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	15 605 183	1 724 080	165 662			17 163 601

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	2 834 310					2 834 310
Constructions	12 691 042	-1 128 778				11 562 264
Installations techniques, matériel, outillage	774 572	-69 837	1 539			703 196
Autres immobilisations corporelles	842 297	-18 870				823 427
Immobilisations en cours	25 000	2 120 036				2 145 036
Avances et acomptes		153 840				153 840
Valeurs nettes	17 167 221	1 056 391	1 539			18 222 073

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	3 240	134 000				137 240
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 435 861	10 697	4			1 446 554
Prêts	37 997		470			37 527
Autres immobilisations financières	82 399	-1 169	314			80 916
Créances rattachées à des participations	134 551	-5 531				129 020
Valeurs brutes	1 694 048	137 997	788			1 831 257

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	3 240	134 000				137 240
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 435 861	10 697	4			1 446 554
Prêts	37 997		470			37 527
Autres immobilisations financières	82 399	-1 169	314			80 916
Créances rattachées à des participations	134 551	-5 531				129 020
Valeurs nettes	1 694 048	137 997	788			1 831 257

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	90 669		90 669
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	6 248 061	8 021	6 240 040
Valeurs brutes	6 338 730	8 021	6 330 709

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	77 063		199 622	75 504						201 181
Provisions pour charges	568 768		152 428	13 783						707 413
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	645 831		352 050	89 287						908 594
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. Incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés										
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES										
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises			8 021							8 021
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS			8 021							8 021
Prov. sur avances et acptes versés sur crmdes										
Provisions sur comptes clients	103 484		51 583	10 224						144 843
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	2 154		212	1 970						396
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	105 638		51 795	12 194						145 235
TOTAL GENERAL	751 469		411 866	101 481						1 061 854

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations	129 020			129 020
Autres titres immobilisés	1 446 554			1 446 554
Prêts	37 527			37 527
Autres immobilisations financières	80 916			80 916
Avances et acomptes versés sur commandes	73 842	73 842		
Créances clients et comptes rattachés	1 867 783	1 867 783		
Clients douteux	190 818	190 818		
Actif d'impôt différé	449 444	449 444		
Autres créances	1 267 868	1 267 868		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	5 543 772	3 849 755		1 694 017

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	10 023 320	2 192 625	5 921 460	1 909 235
Concours bancaires courants	4 471 360	4 471 360		
Emprunts en crédit bail	11 204 005	1 655 131	9 548 874	
Intérêts courus sur emprunts	3 708	3 708		
Emprunts et dettes financières divers	92 109	92 109		
Avances et acomptes reçus sur commandes en	7 574	7 574		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 892 276	6 892 276		
Dettes fiscales et sociales	2 175 382	2 175 382		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	958 238	958 238		
Autres dettes	821 255	821 255		
TOTAL GENERAL	36 649 227	19 269 658	15 470 334	1 909 235

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Engagement retraite</i>	180 671
<i>Activation du crédit-bail</i>	254 739
<i>Impôts différés sur écarts temporaires</i>	37 521
Total	472 931

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts différés sur écarts temporaires</i>	98 560
Total	98 560

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	14 787
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	-150 580
Total	-135 793

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	690 057
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	690 057
Impôt exigible comptabilisé	14 787
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	-150 580
Impôt différé distribution	
Impôt réel	-135 793
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	554 264
IMPOT THEORIQUE GROUPE	184 755
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-320 548
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	-55 162
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-483 422
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-538 584
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	216 202
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	2 330
Résultat sociétés transparente fiscalement	254
Autres bases	-751
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	218 035
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-320 549

Effectifs

	Effectif au 31/01/2019	Effectif au 31/01/2018
Cadres	12	12
Agents de maîtrise	26	21
Employés	179	185
Ouvriers	17	18
TOTAL	234	236

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	6 980 424
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	
Autres engagements reçus	
TOTAL	6 980 424

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	10 802 653
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	10 802 653

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	77 225 740
Ventes de produits finis	4 681 485
Prestations de services	2 067 760
TOTAL	83 974 925

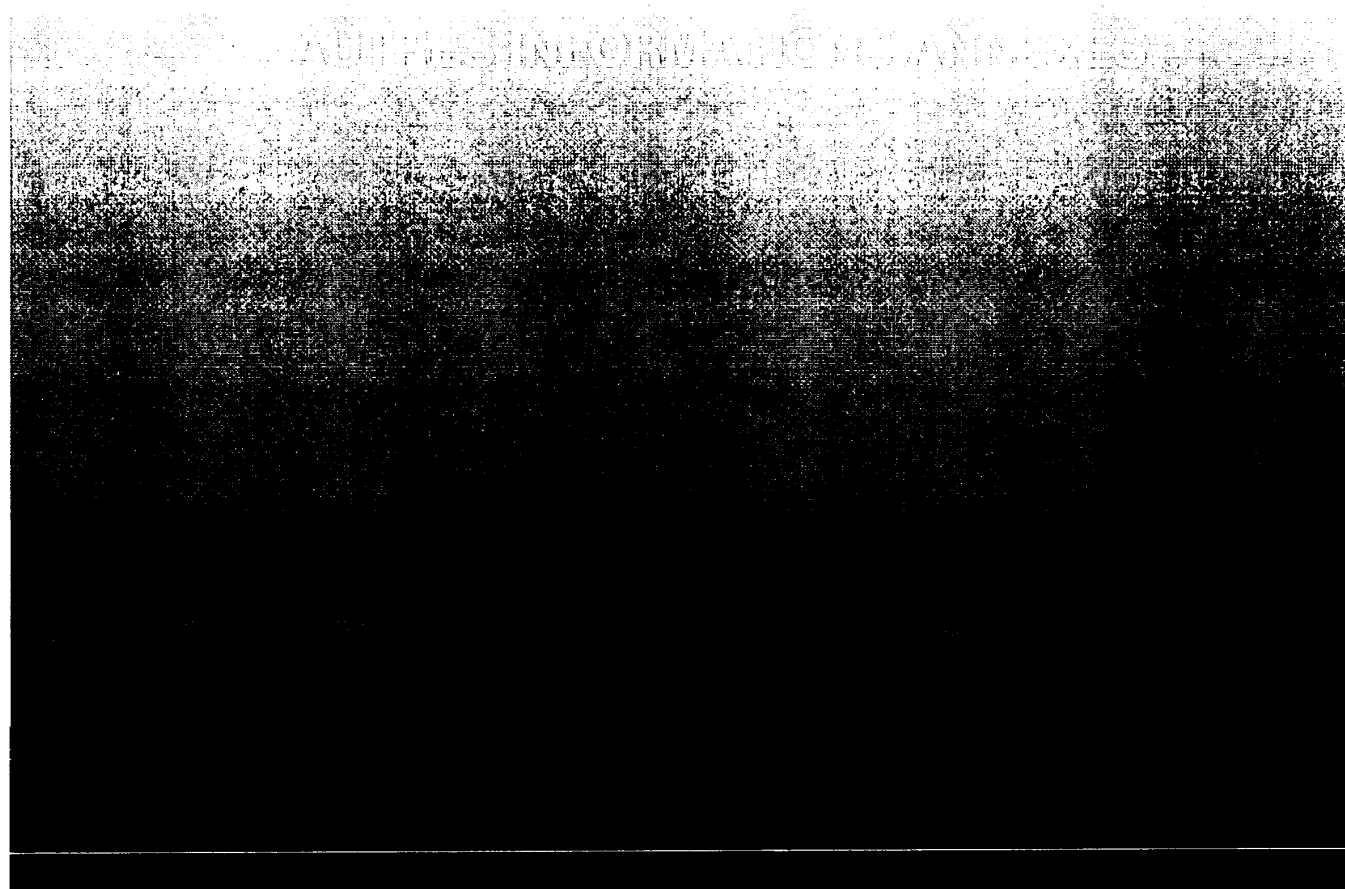
Répartition par marché géographique	Montant
France	83 974 925
Etranger	
TOTAL	83 974 925

Charges exceptionnelles

Taux de l'impôt Société :	Nature des charges exceptionnelles	31/01/2019	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/01/2018
33,333 %	Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes	990	330		1 087
	Pénalités, amendes fiscales et pénales				
	Dons, libéralités				
	Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
	Subventions accordées				
	Rappel d'impôts (autres qu' IS)				
	Autres charges sur opérations de gestion	3 491	1 164		6 071
	Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	32 001	10 667		43
	Sous-total	36 482	12 161		7 201
	Immobilisations incorporelles				5 000
	Immobilisations corporelles	1 539	513		419 243
	Immobilisations financières	5	2		172 816
	Autres éléments d'actif				
	Malis provenant de clauses d'indexation				
	Lots				
	Sous-total	1 544	515		597 059
	Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
	Charges exceptionnelles diverses				
	Sous-total				
	Dotations aux amortissements exceptionnels				80 486
	Dotations aux provisions réglementées (stock)				
	Dotations aux provisions réglementées				
	Dotations aux provisions pour risques et charges	180 801	60 266		38 000
	Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
	Sous-total	180 801	60 266		118 486
	Autres charges exceptionnelles non détaillées				
	TOTAL	218 827	72 942		722 746

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/01/2019	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/01/2018
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes	2 578	859		2 023
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)				50 356
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	636	212		7 951
Produits sur exercices antérieurs	3 261	1 087		14 303
Sous-total	6 475	2 158		74 633
Immobilisations incorporelles				13 000
Immobilisations corporelles	2 050	683		353 500
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total	2 050	683		366 500
Immobilisations financières	427	142		298 840
Titres consolidées				
Sous-total	427	142		298 840
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers	85 110	28 370		
Sous-total	85 110	28 370		
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges	38 000	12 667		
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total	38 000	12 667		
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	132 062	44 020		739 973



Soldes intermédiaires gestion consolidés

	31/01/2019	31/01/2018	Var	%
Ventes marchandises	77 225 740	75 464 162	1 761 578	2
- Coût d'achat des marchandises vendues	61 894 535	60 251 905	1 642 630	3
MARGE COMMERCIALE	15 331 205	15 212 257	118 948	1
Production vendue	6 749 185	6 367 539	381 646	6
+ Production stockée				
- Déstockage de production				
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	6 749 185	6 367 539	381 646	6
PRODUCTION + VENTES	83 974 925	81 831 701	2 143 224	3
- Coût d'achat des marchandises vendues	61 894 535	60 251 905	1 642 630	3
- Consommations exercice en provenance des tiers	8 154 576	7 569 545	585 031	8
VALEUR AJOUTEE	13 925 814	14 010 251	-84 437	-1
+ Subventions d'exploitation	56 826	93 591	-36 765	-39
- Impôts, taxes et versements assimilés	1 421 280	1 489 146	-67 866	-5
- Charges de personnel	8 821 210	8 245 083	576 127	7
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	3 740 150	4 369 613	-629 463	-14
+ Reprises sur charges calculées, transferts	137 309	189 342		
+ Autres produits	460 716	562 671	-101 955	-18
- Dotations aux amortissements et aux provisions	1 971 380	1 876 904	94 476	5
- Autres charges	269 166	95 834	173 332	181
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 097 629	3 148 888	-999 226	-32
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun				
+ Produits financiers	6 253	10 006	-3 753	-38
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun				
- Charges financières	1 229 738	847 191	382 547	45
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	874 144	2 311 703	-1 385 526	-60
Produits exceptionnels	132 062	739 973	-607 911	-82
- Charges exceptionnelles	218 827	722 746	-503 919	-70
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-86 765	17 227	-103 992	-604
- Impôts dus sur les bénéfices	14 787	212 669	-197 882	-93
- Impôt sur les bénéfices	-150 580	109 473	-260 053	-238
Résultat des sociétés intégrées	923 172	2 006 788	-1 083 616	-54
Résultat sociétés mises en équivalence				
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	233 115	233 115		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	690 057	1 773 673	-1 083 616	-61
RESULTAT GROUPE	689 027	1 772 617	-1 083 590	-61
RESULTAT HORS GROUPE	1 030	1 056	-26	-2
Produits des cessions des éléments d'actifs	2 477	665 341	-662 864	-100
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	1 544	597 059	-595 515	-100
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS	933	68 282	-67 349	-99

CAUDIS EXPLOITATION - Détail des Engagements hors bilan

Engagements donnés par CAUDIS EXPLOITATION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité directeur du 03/02/2011	Cautiun solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 187.500€ plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 500 000 € sollicité par la société HATTEN au profit du Crédit agricole mutuel nord de France pour une durée de 12 ans, étant précisé qu'après la phase de différé d'amortissement, la caution pourra être levée après 3 exercices consécutifs faisant apparaître une CAF suffisante pour assurer le service annuel de la dette. En-cours au 31/01/2019 : 982 828 €	187 500
Comité directeur du 03/02/2011	Cautiun solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 199.275€ plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 657 000 € sollicité par la SAS NICOLADIS au profit du Crédit Agricole mutuel nord de France sur une durée de 12 ans. Etant précisé qu'après la phase de différé d'amortissement, la caution pourra être levée au terme de 3 exercices consécutifs faisant apparaître une capacité d'autofinancement suffisante pour assurer le service annuel de la dette. En-cours au 31/01/2019 : 1 044 550 €	199 275
Comité directeur du 25/06/2012	Cautiun solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 211 920 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 1 766 000 € sollicité par la société SODHIRS au profit du Crédit Coopératif. La caution sera levée à partir de la justification de 5 exercices complets de 12 mois suivant l'année de mise à disposition des fonds avec le respect des conditions suivantes : Constatation de 3 exercices consécutifs de 12 mois bénéficiaires sans report à nouveau négatif, capacité d'autofinancement consolidée de Sodhirs supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme consolidé, hors produits exceptionnels. En-cours au 31/01/2019 : 946 311 €	211 920

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 211 920 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 1 766 000 € sollicité par la société SODHIRS au profit du CIC EST pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 8 ans sous réserve de la justification d'une capacité d'autofinancement suffisante avec au moins 5 années de CAF consécutive consolidée suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées. En-cours au 31/01/2019 : 842 864 €	211 920
	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 12% de l'encours plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 1 768 000 € sollicité par la société SODHIRS au profit de BPI FRANCE pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 5 ans avec au moins 5 années de CAF consécutive consolidée suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées. En-cours au 31/01/2019 : 956 018 €	114 722
	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 98 400 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 820 000 € sollicité par la société HIRSONDIS au profit du Crédit Coopératif pour une durée de 12 ans. La caution sera levée à partir de la justification de 5 exercices complets de 12 mois suivant l'année de mise à disposition des fonds avec le respect des conditions suivantes : Constatation de 3 exercices consécutifs de 12 mois bénéficiaires sans report à nouveau négatif, Capacité d'autofinancement consolidée de Hirsondis supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme consolidé, hors produits exceptionnels. En-cours au 31/01/2019 : 433 050 €	98 400

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 12% de l'encours plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un concours bancaire de 1 634 000€ sollicité par la société HIRSONDIS auprès de BPI FRANCE pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 5 ans avec au moins 5 années de CAF consécutive consolidée suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées. En-cours au 31/01/2019 : 906 791 €	108 815
Comité Directeur du 31/10/13	Caution solidaire de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 11% de l'encours plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 788 000 € sollicité par la société VILMURIER auprès du CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 5 ans avec au moins 3 exercices comptables de 12 mois réunissant les conditions suivantes : pas de report à nouveau négatif, pas de transfert de charges, CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts En-cours au 30/09/2018 : 1 688 570 €	185 743
	Caution solidaire de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 10% de l'encours du crédit en garantie d'un emprunt de 2 787 000 € sollicité par la société VILMURIER auprès de BPIFRANCE FINANCE pour une durée de 12 ans. La caution est valable jusqu'à la production par la société VILMURIER des autorisations définitives, CDAC et permis de construire purgé de tout recours, 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transferts de charges, avec une CAF consolidée permettant de faire face aux échéances des prêts. En-cours au 30/09/2018 : 1 690 219 €	169 022

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité Directeur du 04/12/2014	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », au profit du «CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE», en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 200 000, remboursable en 15 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 1 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.660 000 plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, pendant une durée de trois années consécutives de 12 mois bénéficiaires de la Société « ETAPLEDIS », après la période de franchise en capital, sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges et avec respect du ratio de couverture de la dette par la CAF. En-cours au 31/12/2018 : 1 784 693 €	660 000
	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », au profit du «CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE», en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 050 000, remboursable en 10 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 0,75 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.615 000 plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, pendant une durée de trois années consécutives de 12 mois bénéficiaires de la Société « ETAPLEDIS », après la période de franchise en capital, sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges et avec respect du ratio de couverture de la dette par la CAF. En-cours au 31/12/2018 : 1 428 813 €	615 000
	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », SAS dont le siège social est à BEUTIN (62170) 16 Lotissement du Petit Bois, au profit de « BPI FRANCE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 200 000, remboursable en 15 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 1 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.660 000, plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, jusqu'à ce que la Société « ETAPLEDIS » produise après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires, sans report à nouveau négatif, sans transfert de charges, avec une CAF couvrant la part à moins d'un an de l'endettement. En-cours au 31/12/2018 : 1 866 852 €	660 000

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », au profit de « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 050 000, remboursable en 15 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 1 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.615 000, plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, jusqu'à ce que la Société « ETAPLEDIS » produise après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires, sans report à nouveau négatif, sans transfert de charges, avec une CAF couvrant la part à moins d'un an de l'endettement. En-cours au 31/12/2018 : 1 404 957 €	615 000
Comité Directeur du 22/01/2015	Société « CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la société «CORELISE» au profit de la «CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE» en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 934 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,44 % l'an et ce, à hauteur de €.145 050 jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2019 : 1 418 267 € Société « CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la société «CORELISE» au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 934 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,44 % l'an et ce, à hauteur de €.145 050 jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2019 : 1 418 267 €	145 050 145 050

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité Directeur du 29/01/2015	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « CORELISE » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 793 000, remboursable en 10 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,15 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2019 : 1 075 800 €	80 685
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « CORELISE » au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 793 000, remboursable en 10 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,15 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2019 : 1 075 800 €	80 685
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « CORELISE » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.600 000, remboursable en 7 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 0,95 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2019 : 284 100 €	21 307

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société «CORELISE» au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.600 000, remboursable en 7 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 0,95 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2019 : 280 908 €	21 068
Comité Directeur du 28/05/2015	Société « CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la société «FREDHOLD» au profit de la «CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE» en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 975 000, remboursable en 12 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,25 % l'an et ce, à hauteur de 10% sur 60 % de l'emprunt (soit 118 500 €), plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2018 : 1 607 558 €	118 500
	Société « CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la société «FREDHOLD» au profit de la «BPIFRANCE FINANCEMENT» en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 955 000, remboursable en 12 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,25 % l'an et ce, à hauteur de 10% sur 60 % de l'emprunt (soit 117 300 €), plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2018 : 1 599 545 €	117 300

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « FREDHOLD » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €1 800 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,40 % l'an et ce, à hauteur de 10% de l'en-cours, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2018 : 1 538 182 €	153 818
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « FREDHOLD » au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €1 800 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,40 % l'an et ce, à hauteur de 10% de l'en-cours, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2018 : 1 523 700 €	152 370

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité Directeur du 30/06/2016	Caution solidaire de la société « SARL TILLOY » en garantie d'un emprunt d'un montant global de 17 800 000 € sur une durée de 16 ans (taux : Euribor 3mois jour + 1.10 % l'an) et se répartissant de la manière suivante : - 3 160 000 € auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France ; caution solidaire à hauteur 17,75% du montant total ; - 3 160 000 € auprès de la BPIFRANCE Financement ; caution solidaire à hauteur 17,75% du montant total ; - 2 960 000 € auprès du CIC Nord-Ouest ; caution solidaire à hauteur 16.63% du montant total ; - 2 960 000 € auprès du Crédit Coopératif ; caution solidaire à hauteur 16.63% du montant total ; - 2 960 000 € auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe ; caution solidaire à hauteur 16.63% du montant total ; - 2 600 000 € auprès de Arkea Banques Entreprises et Institutionnels caution solidaire à hauteur 14.61% du montant total ; Cette caution s'élève à 434 146 euros plus intérêts, commissions, frais et accessoires, et ce, pendant toute la durée du prêt.	434 146
11/05/2017	Caution solidaire de la Société SCAPARTOIS en garantie du remboursement d'un emprunt d'un montant total de 40 000 000€, consenti par : - o La CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE à hauteur de 8 000 000€ soit 20% du montant total ; - o Le CIC NORD OUEST, à hauteur de 6 500 000€ soit 16,25% du montant total ; - o Le CREDIT COOPERATIF, à hauteur de 7 000 000€ soit 17,5% du montant total ; - o La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE NORD FRANCE EUROPE, à hauteur de 6 500 000€ soit 16,25% du montant total ; - o ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, à hauteur de 4 000 000€, soit 10% du montant total. Le montant en principal de la caution s'élève pour chaque Société à 975 610€ pour une durée de 199 mois (dont un an de différé d'amortissement jusqu'en décembre 2018).	975 610

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité Directeur du 09/02/2017	CAUDIS Exploitation, caution solidaire de la SAS VINTAGES au capital de 376 000 € sis à EYSINES (33320) 8 rue du Cap de Haut, au profit de la CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE, en garantie d'un engagement de remboursement d'un montant de 950 000 € en principal (1 235 000 € comprenant le principal, les intérêts, les frais, commissions et accessoires), sur une durée de 10 ans en objet de la restitution des acomptes primeurs, et ce à hauteur d'un tiers. En-cours au 31/12/2018 : 290 127 €	316 667
Comité Directeur du 22/11/2018	Caution solidaire de la « SARL TILLOY » en garantie d'un emprunt d'un montant total de 8 500 000€, remboursable en 15 ans sans différé d'amortissement, consenti par : - o La CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE pour 1 700 000€ ; - o La BPIFRANCE FINANCEMENT pour 1 700 000€ ; - o Le CIC NORD OUEST pour 1 400 000€ ; - o Le CREDIT COOPERATIF pour 1 400 000€ ; - o La CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE NORD FRANCE EUROPE pour 1 450 000€ - o ARKEA BANQUES ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS pour 850 000€. Caution pour un montant en principal de 180 851,07€ plus intérêts, commissions, frais et accessoires, et ce, pendant toute la durée du prêt.	180 851
	TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	6 980 424 €

Engagements donnés par des tiers en garantie des dettes de CAUDIS EXPLOITATION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
02/2007	Cautionnements solidaires en garantie de l'emprunt auprès du CRCA de 18 500 000€ : des sociétés pour un montant en principal plus intérêts, commissions et frais accessoires : Mr et Mme GAILLARD pour 1 850 000€ SAS VERDUN DISTRIBUTION pour 5 550 000€ SAS BEAUDIS pour 1 850 000€ SAS EPERDIS pour 1 850 000€ SAS SEZADIS pour 1 850 000€ SASTROYDIS pour 1 850 000€ SAS DETA DISTRIBUTION pour 1 850 000€ SAS DOUAIDIS pour 1 850 000€ SA AMANDIS pour 1 850 000€ Ces cautionnements pourront être levés au terme de 4 exercices consécutifs dès lors que le ratio consolidé : <u>Part des dettes à MLT dont l'échéance est < à 1 an <1</u> CAF consolidée En-cours au 31/01/2019 : 3 686 605 €	3 686 605
Comité Directeur du 15/11/2007	Caution solidaire limitée à 1 000 000 € de Mr et Mme GAILLARD dans le cadre de la conclusion du crédit-bail immobilier avec Finamur pour une durée de 12 ans	1 000 000
Comité Directeur du 15/11/2012	Nouvelle caution solidaire de Mr et Mme GAILLARD, au profit de « FINAMUR » garantissant l'ensemble indivisible formé du contrat de crédit-bail immobilier d'origine, de l'avenant n°1 en date du 23 octobre 2008, de l'avenant n°2 du 29 juin 2009 et du complément de crédit-bail immobilier constituant l'avenant n°3. Encours au 31/01/2019 : 2 960 901 €	
Comité Directeur du 08/07/2010	Renouvellement de la ligne de crédit de 2 500 000€ souscrit chez Edel. Autorisation : 2 500 000 € Utilisation au 31/01/2019 : 2 450 072 € Caution de Mr et Mme GAILLARD à hauteur de 17% du principal majoré des intérêts et frais accessoires.	2 450 072

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
	Caution solidaire de la VERDUN DISTRIBUTION à hauteur de 416 750 €. Caution solidaire d'AMANDIS à hauteur de 416 750 €. Caution solidaire de CAUDIS DISTRIBUTION à hauteur de 1 250 000€ assorti du nantissement du fonds de commerce à hauteur de 1 250 000€.	
23/05/2013	Caution solidaire de la SAS Caudry Distribution à hauteur de 700 000 € assortie du nantissement en 13ème rang de son fonds de commerce sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY, en garantie du crédit de financement consenti par la banque EDEL à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 700 000 €. En-cours au 31/01/2019 : 133 102 €	133 102
28/07/2014	Caution solidaire de la SAS Caudry Distribution à hauteur de 1 000 000 € assortie du nantissement en 13ème rang de son fonds de commerce sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY à hauteur de 1 000 000 €, en garantie du crédit de financement consenti par la banque EDEL à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 1 000 000 €.	1 000 000
Comité directeur du 26/03/2018	Nantissement en rang disponible du fonds de commerce de la SAS Caudry Distribution sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY, en garantie de l'emprunt consenti par la banque CREDIT AGRICOLE à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 285 000 € remboursable sur 84 mois. En-cours au 31/01/2019 : 265 070 €	265 070
Comité directeur du 20/09/2018	Nantissement en rang disponible du fonds de commerce de la SAS Caudry Distribution sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY, en garantie de l'emprunt consenti par la banque CREDIT AGRICOLE à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 2 000 000 € remboursable sur 144 mois dont un différé d'amortissement en capital de 12 mois. En-cours au 31/01/2019 : 2 000 000 €	2 000 000

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité directeur du 20/09/2018	Nantissement en rang disponible du fonds de commerce de la SAS Caudry Distribution sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY, en garantie de l'emprunt consenti par la banque CREDIT AGRICOLE à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 1 000 000 € remboursable sur 84 mois dont un différé d'amortissement en capital de 12 mois. En-cours au 31/01/2019 : 610 223 €	610 223
	TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES PAR DES TIERS	11 145 072 €

Sûretés réelles consenties par CAUDIS EXPLOITATION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
19/10/2006	Nantissement des 9 879 actions de la SAS CAUDIS en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la CRCA de 18 500 000€. En-cours au 31/01/2019 : 3 686 605 €	3 686 605
30/10/2017	Nantissement en premier rang du fonds de commerce de l'animalerie « Nos animaux E. Leclerc » en garantie de l'emprunt souscrit auprès du CIC de 500 000€ en 10/2017 dans le cadre de l'aménagement du point de vente animalerie. Durée : 84 mois Taux : 0,50% l'an En-cours au 31/01/2019 : 417 877 €	417 877
	TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	4 104 482 €

CAUDIS DISTRIBUTION - Détail des Engagements hors bilan

Sûretés réelles consenties par CAUDIS DISTRIBUTION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
24/05/2012	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque OSEO à hauteur de 357 000 € en garantie du prêt de 357 000 €. Durée : 144 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 1.20% l'an Capital restant dû au 31/01/2019 : 173 508 €	173 508
24/05/2012	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 153 000 € en garantie du prêt de 153 000 €. Durée : 144 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 1.20% l'an Capital restant dû au 31/01/2019 : 72 776 €	72 776
07/07/2011	En garantie de l'emprunt contracté auprès de l'établissement financier OSEO pour 1 421 000 €. Durée : 180 mois, taux d'intérêt : Euribor 3mois + 0,55% : - Privilège du Prêteur de Deniers pour 560 000 € en concurrence avec le Crédit Agricole Nord de France pour 16 ans. - Pour le surplus du crédit, hypothèque en 1^{er} rang, à hauteur de 150 500 € en concurrence avec le Crédit Agricole Nord de France sur un bâtiment de 8 001 m², situé 3 et 3bis rue du Château de Selles à Cambrai (59400). - Nantissement du fonds de commerce en 7^{ième} rang à hauteur de 1 421 000 € en concurrence avec le Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 609 000 €. Capital restant dû au 31/01/2019 : 809 808 €	809 808

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
07/07/2011	En garantie de l'emprunt contracté auprès de l'établissement financier Crédit Agricole Nord de France pour 609 000 €. Durée : 180 mois, taux d'intérêt : Euribor 3mois + 0,75% : - Privilège du Prêteur de Deniers pour 240 000 € en concurrence avec la banque OSEO pour 16 ans. - Pour le surplus du crédit, hypothèque en 1^{er} rang, à hauteur de 64 500 € en concurrence avec la banque OSEO sur un bâtiment de 8 001 m², situé 3 et 3bis rue du Château de Selles à Cambrai (59400). - Nantissement du fonds de commerce en 7^{ième} rang à hauteur de 609 000 € en concurrence avec la banque OSEO à hauteur de 1 421 000 €. Capital restant dû au 31/01/2019 : 316 714 €	316 714
26/03/2018	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 285 000 € en garantie du prêt de 285 000 €. Durée : 84 mois, taux intérêt : 0.65 % Capital restant dû au 31/01/2019 : 265 070 €	265 070
20/09/2018	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 2 000 000 € en garantie du prêt de 2 000 000 €. Durée : 144 mois, taux intérêt : 1.17 % Capital restant dû au 31/01/2019 : 2 000 000 €	2 000 000
20/09/2018	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 1 000 000 € en garantie du prêt de 1 000 000 €. Durée : 84 mois, taux intérêt : 0.67 % Capital restant dû au 31/01/2019 : 610 223 €	610 223

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Exercice 31/01/2019	En garantie d'une ouverture de crédit en compte courant souscrit auprès de la banque EDEL par la SAS CAUDIS EXPLOITATION : Autorisation : 2 500 000€ Utilisation au 31/01/2019 : 2 450 072 € Durée : 12 mois renouvelable Nantissement en rang courant du fonds de commerce de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION à concurrence de 2 500 000€ en principal, augmenté des intérêts, commissions, cotisations d'assurance s'il y a, frais et accessoires, et le cas échéant des pénalités et intérêts de retard.	2 450 072
	TOTAL des SURETES REELLES CONSENTIES	6 698 171 €